



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 2 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORTEC INDUSTRIE

145 route du Guignonnet
13270 Fos-Sur-Mer

Références : NN-D-2025-0466

Code AIOT : 0006402292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement ORTEC INDUSTRIE implanté site d'ArcelorMittal Pré traitement des huiles - Parc à fûts 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de l'incendie du 20 juin 2025 sur la zone des déchets souillés du parc à fûts, une inspection réactive a été menée par l'Inspection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC INDUSTRIE
- site d'ArcelorMittal Pré traitement des huiles - Parc à fûts 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006402292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ORTEC Industrie exploite au sein de l'usine d'ArcelorMittal Méditerranée trois sites distincts de récupération des déchets (dangereux et non dangereux) produits soit par le sidérurgiste, soit par les entreprises co-traitantes présentes sur le site. Les 3 sites sont dénommés :

- « Pont des Clapets » (PdC) et "Village Entreprises" qui regroupent les déchets non dangereux (gravats, cartons, bois...) ;
- « Parc à fûts » (PAF) qui regroupe les déchets liquides (huile), graisse, déchets souillés, déchet d'amiante, DEEE...

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 26/06/2025, article R.512-69	Sans objet
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 26/06/2025, article R.512-69	Sans objet
3	Dispositions de réduction du risque incendie	AP Complémentaire du 26/03/2012, article 2	Sans objet
4	Prévention des pollutions	AP Complémentaire du 24/06/2005, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'incendie du 20 juin 2025 sur la zone des déchets souillés du parc à fûts, une inspection réactive a été menée par l'Inspection de l'environnement.

Une première partie en salle a permis de faire un point sur les premiers éléments rassemblés, notamment sur les circonstances et la chronologie de l'évènement ainsi que les conséquences environnementales. L'exploitant a également présenté les causes potentielles de l'évènement. La visite terrain a permis de constater l'avancement des actions.

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse de l'évènement mis à jour pour prendre en compte l'ensemble des remarques de l'Inspection formulées à la suite de la visite ainsi que les éléments justificatifs des actions correctives et préventives réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Le 20/06/2025 à 16h, l'astreinte Environnement Risques Industriels d'ArcelorMittal a informé l'inspection des installations classées d'un incendie en cours dans une zone exploitée par le sous-traitant ORTEC. Pendant la durée de l'évènement, plusieurs échanges avec PCEX ArcelorMittal, l'exploitant ORTEC, le Siracedpc et la capitainerie ont eu lieu afin de détailler la situation, les conséquences sur les personnes, l'environnement et les installations, les moyens engagés et la stratégie de lutte retenue.

Deux fiches gravité/perception ont été émises vers les autorités (CODIS, DREAL UD et astreinte, Préfecture, Marie) : Fiche n°1 à 16h25 et Fiche n°2 à 18h21 actant la fin de l'évènement.

Lors de la visite d'inspection du 26/06/2025, l'exploitant ORTEC a présenté le compte rendu d'analyse de l'évènement. Les éléments recueillis lors de l'inspection sont synthétisés ci-après :

- Le feu a pris dans un enclos en béton du parc à fûts où sont stockés les déchets souillés.
- 15h00 : un opérateur d'ArcelorMittal alerte les pompiers du site (GIP) de la présence de fumée et de flammes au parc à fûts.
- 15h10 : le GIP arrive sur place. La stratégie retenue est l'extinction avec de l'eau uniquement. Le GIP démarre l'extinction de l'incendie après s'être connecté sur la bonne d'incendie située à l'ouest du parc à fûts. En parallèle, le GIP informe l'exploitant ORTEC de l'évènement.
- 15h20 : l'exploitant ORTEC arrive sur le site. Le chef de Secteur Déchets se rend au PCEX.
- 15h34 : le PCEX est créé.
- 15h38 : la borne incendie n'est plus opérationnelle.
- 15h50 : le GIP décide de pomper dans le rejet principal (point alimentation le plus proche).
- 15h55 : la fermeture de la vanne guillotine permet le confinement des eaux d'extinction de la zone.
- 16h06 : le POI est activé. Une chargeuse de la société Alliance Green Services arrive pour permettre l'étalement des déchets afin d'éviter que le feu couve et reprenne. En parallèle, un camion du SDIS 13 participe à l'extinction de l'incendie.
- 17h00 : un hydrocureur d'ORTEC arrive sur place pour pomper les eaux d'extinctions retenues dans le réseau.
- 17h30 : fin de la phase d'extinction.
- 18h10 : le POI est levé.
- 19h : ronde du GIP pour vérifier la non reprise du feu. Une Surveillance a été mise en place pour la nuit.
- 19h30 : l'hydrocureur termine de pomper et un tank arrive sur site pour transvaser la citerne de l'hydrocureur.
- 20:30 : fin du transvasement dans le tank. L'hydrocureur quitte le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 26/06/2025, l'exploitant ORTEC a présenté le rapport d'analyse de l'évènement. Une version modifiée afin de prendre en compte les remarques formulées par l'Inspection dans le cadre de cette visite et l'avancement des actions menées a été transmis à la suite de la visite.

Concernant les causes de l'incendie, l'exploitant a retenu deux hypothèses potentielles :

- un mauvais tri conduisant à la présence de batteries au lithium dans les déchets mélangés, de verre, de chiffons souillés ou de produits bas point éclair.
- Un acte de malveillance.

Le rapport d'analyse de l'évènement comporte la liste des actions correctives et préventives. Chaque action a été affectée à un responsable et dispose d'un délai de réalisation.

En particulier, concernant le dysfonctionnement du poteau incendie DN150 après 20 minutes d'extinction, le service Risques Industriels d'ArcelorMittal en charge de la maintenance des poteaux incendie indique qu'il s'agit d'un vieux poteau et le coude de la sortie utilisée a rompu. La réparation consistant à mettre en place une brise droite a été faite rapidement pour rendre le poteau fonctionnel. Cette réparation a été constatée lors de la visite de site. Le remplacement du poteau sera prévu en suivant un calendrier déterminé lors des réunions semestrielles de priorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions de réduction du risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2012, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions de réduction du risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des blocs de béton d'une hauteur minimale de 3 mètres autour de la zone de stockage des matériaux souillés, vis-à-vis des limites de propriété et de la zone de stockage de conteneurs plastiques, avant le 31 mai 2012.

L'exploitant équipe son installation d'un dispositif de détection de flamme avant le 31 mai 2012, dont l'alarme est reportée vers le GIP de la société ArcelorMittal Méditerranée et vers une personne d'astreinte de la société ORTEC Industrie.

L'exploitant réalise, lorsque nécessaire et à minima avant la période estivale, un débroussaillage du pourtour du site sur une largeur de 30 mètres par rapport aux limites du site.

Constats :

Le REX de l'évènement montre que les murs béton de l'alvéole ont permis de contenir le feu à l'intérieur de la zone. La présence de cette disposition constructive a bien été constatée par l'Inspection lors de la visite de site.

La zone est équipée d'un dispositif de détection de flamme IR3 installé en 2010. Toutefois, ce système était en dérangement au moment de l'évènement. Le départ de feu n'a donc pas été détecté. Ce système fait l'objet de contrôle semestriel. Le dernier datant du 07/05/2025 n'a pas relevé de dysfonctionnement. Le dérangement du système n'a pas conduit au déclenchement d'une alarme par la centrale SSI tel que prévu par conception. Les investigations par la société prestataire CEMIS en charge de la maintenance ont permis de révéler un défaut de raccordement.

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis le bon d'intervention n° 20600213 datant du 11/07/2025 formalisant les opérations suivantes :

- la remise en service de la centrale SSI,
- le raccordement du dérangement,

- ainsi que la réalisation d'essais de la transmission des alarmes par les appels sur les téléphones portables du personnel d'ORTEC.

L'exploitant indique que la possibilité de raccorder la centrale SSI à la supervision incendie du GIP est en cours d'étude.

Par courriel du 04/08/2025, l'exploitant a informé l'Inspection de la prise en compte du prestataire CERMIS du retour d'expérience de l'absence de détection du défaut de raccordement du dérangement. La procédure de visite et entretien a été modifiée en intégrant un test systématique de la télétransmission de l'ensemble des alarmes, dont « dérangement ». Cette procédure a été transmise à l'Inspection.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence de végétation haute le long de la clôture Ouest. L'exploitant ArcelorMittal indique que les abords du parc à fûts ORTEC n'étaient pas mentionnés dans le plan de débroussaillage actuel du site. Ce dernier a donc été complété à la suite de la visite d'inspection afin d'y intégrer cette zone. Les opérations de débroussaillage sont prévues la première semaine du mois d'août compte tenu des conditions météorologiques (les opérations de débroussaillage étant suspendues compte-tenu de la présence du mistral et du niveau très sévère de risque incendie). Par courriel en date du 19/08/2025, l'exploitant a informé l'Inspection de la fin de cette opération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2005, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émissions, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

L'exploitant a pris les mesures suivantes pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols :

- Les bordures du site, le caractère étanche du sol, son inclinaison et le réseau de collecte des effluents situés sous le site constituent une rétention de 17m³. La martellière de confinement des eaux de la zone a été fermée permettant d'éviter tout impact à l'extérieur. L'exploitant s'est engagé à indiquer par un panneau l'état ouvert / fermé de la vanne guillotine isolant le parc à fûts du rejet principal pour fin août 2025.
- L'utilisation de l'hydrocureur a permis de pomper les eaux d'extinctions retenues dans le réseau. Les eaux d'extinction d'incendie ont donc été contenues dans un tank dans l'attente de trouver la filière d'élimination adéquate. Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis le BSD (bordereau de suivi des déchets) attestant de leur élimination par VALORTEC à Berre l'Étang.
- Les matériaux souillés pris dans l'incendie ont été également évacués vers la filière de traitement adéquate (TREDI à Salaise-sur-Canne - BDS transmis par courriel du 04/07/2025).
- Les prélèvements dans l'air par les équipes d'ArcelorMittal pour les mesures à l'intérieur du site et par l'équipe d'astreinte du prestataire SOCOTEC pour les mesures hors site ont été réalisés pendant l'évènement. La liste des polluants à analyser est conforme à l'inventaire « post Lubrizol ». Les résultats n'ont pas révélé de pollution

particulière.

Lors de la visite du site, l'Inspection a également constaté :

- l'absence de rétention pour huit GRV contenant du liquide. L'exploitant a immédiatement corrigé l'écart et une photo montrant les GRV sous rétention a été transmise à l'inspection le jour même après la visite.
- La présence d'une souche d'arbre altérant la surface goudronnée du sol. A la suite de la visite, l'exploitant a transmis une photo montrant la mise en place de boudins hydrophobes et un balisage de la zone afin d'éviter tout déversement sur cette surface dans l'attente des travaux de réparation prévu pour fin septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite